

Lutte de classe

Décryptage de l'édito de D. Gluckstein dans le N°98 d'Informations ouvrières. (20.05)

Il commence ainsi : "*Sommes-nous encore en démocratie ?*"

Quelle démocratie ? La démocratie existerait-elle au-dessus des classes, ne serait-elle pas au service d'une classe, la classe dominante ? S'agirait-il ici de la démocratie en général que Lénine écrivait dans L'Etat et la révolution ?

Tout le monde se réclame de la démocratie, c'est la tarte à la crème des populistes de droite comme de gauche... Passons.

Il pose ensuite une question : "*Qui décide ?*". Un mystère qui vaut bien un tour de passe-passe.

"*L'Union européenne décrète*" écrit-il, puis plus loin, "*le Fonds monétaire international dicte*" la politique que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner devrait appliquer, mais en réalité, c'est bien le gouvernement qui décide en dernière instance d'appliquer ou non la politique que les institutions internationales du capital lui soumettent, sans oublier l'OCDE et la Banque Mondiale ou encore l'OMC.

Il faudrait peut-être rappeler au professeur d'histoire D. Gluckstein que les deux guerres mondiales qui ont eu lieu au XXe siècle ont commencé en brisant des accords de paix ou des traités signés entre les différents belligérants, et que finalement nul n'était tenu de les respecter aveuglément et qu'aucun pays n'avait renoncé pour autant à sa souveraineté.

Le gouvernement capitule-t-il ou est-il le complice de ces institutions du capital ?

Il écrit "*Sommes-nous encore en démocratie quand les « marchés », le FMI, l'Union européenne sont invoqués par tout gouvernement — à commencer par le gouvernement Sarkozy-Fillon — pour justifier leurs capitulations successives ?*"

Dans quelle démocratie sommes-nous quand les intérêts de la majorité sont foulés aux pieds par une minorité ? Question embarrassante qu'on aurait pu poser dès... 1789 ou 1792 si vous voulez, non ?

Capituler ou se faire le complice d'une politique, ce n'est pas tout à fait la même chose. On peut capituler sans partager au départ la politique que l'on nous propose d'appliquer, on peut très bien défendre une autre politique et céder ensuite à la pression pour en appliquer une autre. Alors que le complice n'a jamais eu l'intention de faire une autre politique que celle qu'il applique, il en a décidé ainsi en toute connaissance de cause, ajoutons, en espérant y trouver son compte. Gluckstein aurait peut-être souhaité que Sarkozy mène une politique conforme aux intérêts du prolétariat, il aurait pu en être capable s'il ne s'était pas livré à des "*capitulations successives*" devant l'UE ou le FMI, c'est ce qu'il prétend ou laisse entendre. Car, si Sarkozy a capitulé en suivant le raisonnement de Gluckstein, cela sous-entend qu'il était sur une autre ligne politique précédemment, non ? Etrange, à ma connaissance il n'en a toujours eu qu'une, celle qu'il mène aujourd'hui.

Ce qui arrangerait bien Gluckstein, ce serait que sous la pression des masses Sarkozy soit obligé de satisfaire certaines de nos revendications. En passant, celui-ci pourrait s'en prévaloir lors du bilan de son mandat en 2012. Mais voilà, même avec 3 millions de manifestants dans la rue le 29 mars 2009 il n'a cédé sur rien, pas de bol, sinon la vie aurait pu continuer comme avant, on aurait été si heureux sous les cieux de la Ve République. Il objectera que cela aurait été un premier pas qui en aurait appelé d'autres. Tu parles, le XXe siècle n'a été marqué que de petits pas qui ont conduit à la subordination totale du prolétariat au capitalisme. C'est la voie du petit-bourgeois réformiste pour qui tout va bien du moment qu'il peut continuer de vivre comme avant sans se soucier du reste, des millions de travailleurs et leurs familles qui se débattent quotidiennement pour tenter de survivre.

En prétendant que le gouvernement capitulerait, Gluckstein laisse ainsi entendre que Sarkozy aurait pu mener une autre politique que celle dictée par les marchés financiers ou qu'il aurait pu en avoir l'intention, alors qu'en réalité il est le représentant de l'aristocratie financière aux commandes de l'Etat. Ainsi Gluckstein s'emploie à minimiser ou camoufler le rôle du gouvernement et laisse planer le doute sur ses réelles intentions, qui en réalité n'ont jamais changé depuis l'élection de Sarkozy, quand bien même la situation serait lourde de graves et dangereuses contradictions pour le régime, il est l'homme de la Bourse, on peut ajouter qu'il a été choisi au sein de l'UMP pour justement conduire au pas de charge cette politique de destruction systématique de tous nos droits ou avantages acquis. Le POI entretient donc une ambiguïté sur les rapports existant entre le gouvernement et les institutions internationales du capital d'une part, et d'autre part avec le prolétariat.

Le POI joue sur le registre suivant : il sait que le gouvernement est au prise avec une contradiction entre la situation sociale et politique qu'il doit gérer au plus près d'un côté, et les besoins exprimés par les capitalistes qu'il doit satisfaire, besoins qui sont contradictoires entre ceux du capitalisme français et ceux du capitalisme mondial dominé par l'impérialisme américain. Il estime qu'il serait possible de profiter de cette contradiction pour obtenir des miettes de la part du gouvernement, d'où son refus de proposer une issue politique à la crise du capitalisme qui serait forcément minoritaire au sein du mouvement ouvrier gangrené par le réformisme, car elle serait un facteur de division qui ne permettrait pas de mobiliser les masses contre le gouvernement, mobilisation qui de fait n'interviendra jamais à l'initiative du POI ou en réponse à ses appels en direction des dirigeants des partis se réclamant de la classe ouvrière, sauf à continuer de se leurrer indéfiniment, car la question centrale demeure le niveau de conscience politique médiocre du prolétariat qui n'a pas encore renoué avec l'espoir qu'il existait une alternative au capitalisme et à l'Etat du même nom, qui se caractérise par l'absence cruelle du parti révolutionnaire.

Il continue en confirmant le constat précédent : "*Ce sont les mêmes qui, au nom des « marchés », de la concurrence libre et non faussée, refusent de prendre la moindre mesure d'interdiction des licenciements. Et ce sont les mêmes qui s'en prennent aujourd'hui aux retraites.*". On est bien d'accord qu'il parle toujours du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. Parce qu'il aurait fallu s'attendre à autre chose de la part du gouvernement ? C'est en tout cas le doute qu'il laisse planer ouvertement encore une fois. C'est lui qui le martèle, personne ne pourra dès lors m'accuser de déformer ses propos ou de le calomnier, vous en êtes témoins ici, j'aurais pu ajouter plus haut qu'on pourrait aussi s'interroger sur les rapports entre le POI et le pouvoir, mais je m'en suis abstenu volontairement. S'attaquer à notre retraite ne faisait-il pas partie du programme du candidat Sarkozy à l'élection présidentielle ? Sarkozy assume parfaitement ses responsabilités et l'on devrait s'en réjouir au lieu de feindre de s'en étonner ou pire de le regretter, pourrait-il ou devrait-il être autre chose que le représentant du CAC 40 ?

Sarkozy et son gouvernement réactionnaire ne sont pas les seuls dans ce cas-là, le PS et le PCF, qui ont toujours soutenu le régime, seraient eux aussi animés par de louables intentions envers le prolétariat : "*Les dirigeants du PS et du PCF, supposés représenter les intérêts des travailleurs*", le temps des suppositions ne serait-il pas révolue une fois pour toute depuis belle lurette, ne saurait-on pas en mesure de savoir quoi penser de ces partis pourris ? Le POI se cale toujours sur les éléments qui entretiennent des illusions dans ces partis, et comme il en existera aussi longtemps qu'on n'aura pas renverser le régime, ces dirigeants ne font que répéter sans cesse les mêmes balivernes depuis des lustres, sans même tenir compte des modifications intervenues dans les rapports entre le prolétariat et les appareils.

Mais voilà que ces partis prennent la défense de l'euro, quelle horreur ! Fallait-il s'attendre à autre chose de leur part ? C'est ce que laisse supposer encore une fois D. Gluckstein, qui après avoir tenté d'alimenter les illusions dans le gouvernement en rajoute une couche avec le PS et le PCF.

Où voulait-il en venir au juste ? Devinez ? La suite et fin de son éditorial consiste à nous expliquer qu'aucune autre politique ne pourra voir le jour sans rompre avec l'UE et le FMI, point, il n'est pas le seul à le penser, mais il s'arrête là, où ? Aux portes des institutions de la Ve République qu'il n'est pas question de faire sauter, or c'est la clé de la situation politique.

Donc si nous reprenons depuis le début sa démonstration, on s'aperçoit que dans un premier temps il épargne le gouvernement en faisant croire qu'il aurait pu mettre en oeuvre une autre politique, mais qu'il ne serait plus maître de ses décisions, pour ensuite épargner à leur tour les partis PS et PCF qui le soutiennent, normal ou logique, pour finalement en arriver à un scénario qui verrait le gouvernement actuel ou un autre sans doute dirigé par le PS et le PCF rompre avec l'UE sous la pression des masses, mais sans forcément rompre avec les institutions de la Ve République dont il est nulle part question dans son édit, on se

demandera par quel miracle les masses pourraient y parvenir : *"l'action de masse, unie et efficace, pour l'emporter, devra imposer la rupture de tout consensus, de toute « Union sacrée » forgée sur l'autel de l'Union européenne et du FMI"*, le consensus brisé, d'après vous qu'est-ce qui demeurerait en selle ? Je vous le donne en mille : les partis qui auraient rompus ce consensus, le PS et le PCF dont Gluckstein ne peut décidément pas se passer. Et bien sûr les institutions de la Ve République.

En panne d'inspiration, le POI retourne ainsi près de 30 ans en arrière (à moins que ces dirigeants aient 30 ans de retard ou plus !) quand avant même la liquidation du PCI ces dirigeants n'avaient pas d'autre perspective politique que la défense de la démocratie (bourgeoise) agrémentée ensuite par la ligne de la rupture avec l'UE qui a abouti à une impasse politique. Pourquoi ? Parce que le POI cherche à composer avec le PS et le PCF sans remettre en cause les institutions de la Ve République, parce qu'il ne situe pas son combat dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat et le socialisme, et qu'il ne construit pas un parti dans cette perspective, l'un n'allant pas sans l'autre.

A partir du moment où un parti était arrivé au pouvoir et pouvait abolir les lois anti-ouvrières qui avaient été votées au cours des années ou des décennies précédentes et qu'il ne l'a pas fait, ce parti doit être caractérisé comme un parti bourgeois ou capitaliste, sur ce point il n'y a aucun doute, mais le POI continue de refuser cette caractérisation, il n'est pas le seul dans ce cas.

Les Etats demeurent les maîtres de leur politique. Deux exemples récents parmi d'autres.

1- La Grèce. Le POI dans un article a été obligé de reconnaître que c'était le gouvernement Papandréou qui avait promulgué la politique d'austérité qui frappe le prolétariat grec, pour ensuite ne conserver que les slogans contre l'UE et le FMI entendus dans les manifestations, point d'analyse ou d'orientation politique, un simple constat relayant les illusions des masses, comme si le POI n'était bon qu'à cela.

"Les manifestants protestaient contre le plan gouvernemental, contre les mesures de ce plan. Il y avait des mots d'ordre syndicaux concernant les salaires, les conventions collectives, les retraites. Mais l'exigence générale qui surgissait de toute la manifestation, c'est à bas la dictature de l'Union européenne et du FMI !" (page 10). Sans oublier le titre de cet article "A bas la dictature de l'Union européenne et du FMI !".

A bas le gouvernement Papandréou à la solde des banquiers ! A bas les institutions (grecques) à la solde des capitalismes qui nous rançonnent ! Organisons-nous pour constituer nos propres organismes politiques de pouvoir, finissons-en avec ce régime... Non, voyez-vous, ces mots d'ordres sont incorrects pour le POI.

Dans la même page juste en dessous on trouve un article intitulé : *"Il est grand temps que les syndicats reconquièrent le Labour Party pour la classe ouvrière"*. Ceci explique peut-être cela. Il faudrait sans doute que le prolétariat grec *"reconquière"* le PASOK, un parti bourgeois aussi pourri que le PS ou le SPD.

2- L'Allemagne. Angela Merkel a décidé unilatéralement l'interdiction des ventes à découvert à nu sur certains titres financiers sans demander l'autorisation de la Commission européenne ou d'autres Etats. Il est facile de le prouver :

- La Commission européenne a dit comprendre la décision du gouvernement allemand tout en estimant qu'une coordination européenne sur l'interdiction des ventes à découvert aurait été plus efficace.

- *"Il me semble qu'il faudrait quand même solliciter l'avis des Etats considérés et concernés par la mesure"*, a déclaré la ministre de l'Economie Christine Lagarde. Elle a regretté une décision *"unilatérale"* des autorités allemandes.

- L'AMF indique également que les autorités allemandes ne l'ont pas consultée avant de prendre leur décision.

- Le gouvernement espagnol soutient quant à lui la décision d'Angela Merkel. (Reuters 19.05)

Cela suffira-t-il comme preuves au POI pour démontrer que l'Allemagne, la Grèce ou la France sont bien toujours des Etats souverains ?

Comme ils disent : la discussion continue...

Cette semaine je ne mettrai pas en ligne des pages d'*Informations ouvrières* pour les raisons suivantes :

1 - les infos contenues dans les deux pages sur les retraites figurent déjà pratiquement en totalité dans le site ;

2- la soi-disant "tribune libre" consacrée à des syndicalistes (page 4 et 5) n'apporte aucun élément nouveau, ceux qui se présentent comme des syndiqués sont sans doute des adhérents du POI, ils expriment uniquement les positions du POI que nous connaissons déjà. Quand ils interviewent un syndicaliste, il faudrait au moins qu'ils aient l'honnêteté de préciser s'il est ou non adhérent du POI. Idem pour le courrier des lecteurs. On déteste les manipulations, même les plus insignifiantes.